



SAINT
GERMAIN
DU
PUY

Ville de Saint Germain du Puy
Conseil Municipal du 8 décembre 2011

Motion du Conseil Municipal pour un « audit citoyen de la dette »

En 2010, lors du Congrès des Maires de France, le Maire de notre commune était intervenu à propos des déficits publics en disant: *« je crois que nous l'avons tous et toutes remarqué : on ne peut pas lever le doigt en demandant un peu plus de moyens pour nos retraites, la sécurité sociale, les budgets des communes, des départements ou des hôpitaux, sans qu'à un moment ne survienne l'argument suivant : « vous n'y pensez pas : vous savez bien qu'il n'y a plus d'argent », alors que les déficits publics « sont énormes », jusqu'à la phrase imparable : « vous ne voudriez tout de même pas que l'on lègue une telle situation à nos enfants ? » Évidemment, cette culpabilisation est imparable: si l'on répondait autre chose que « non », vous imaginez la suite. Et bien sûr, ensuite arrive la phrase « il faut donc que tout le monde fasse des efforts »... Nous venons de l'écouter pendant des semaines à propos du « financement impossible de nos retraites »; nous l'écoutons sans cesse au sujet de la « réforme territoriale », de la situation de la Grèce, de l'Irlande... »¹.*

Un an après, le discours de culpabilisation a pris une nouvelle dimension: *« maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France » »².*

« Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias ».

Le Conseil Municipal de Saint Germain du Puy, à l'instar du Collectif pour un audit citoyen de la dette publique, refuse *« ces discours « culpabilisateurs ». Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe. C'est d'ailleurs bien ce qu'avait déjà indiqué l'an passé le Maire dans son intervention ».*

Car qui aujourd'hui « détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ? ».

C'est pourquoi le Conseil Municipal de Saint Germain du Puy s'associe à la demande de celles et ceux qui *« refusent que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers ».* Comme eux, *« nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun ».* *« En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ? »*

Nous souhaitons que soit engagé un débat qui nous mobilise *« dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail »*, et que soit lancé **« un vaste audit citoyen de la dette publique ».**

Il s'agit de faire que le peuple et ses représentants élus prennent en main cette question, avec l'aide d'experts indépendants, et avec un audit citoyen de la dette publique. Cet audit apporterait des réponses pour une vraie redistribution des richesses permettant un développement *« économiquement et écologiquement »* durable, mais aussi *« socialement durable »*, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui sous la coupe des agences de notation.

1 Texte de l'intervention « A propos des déficits publics que l'on ne peut léguer à nos enfants » de Maxime CAMUZAT joint en annexe

2 Texte de l'appel du « Collectif pour un audit citoyen de la dette publique » joint en annexe et disponible sur le site <http://www.audit-citoyen.org>

A propos des « déficits publics que l'on ne peut léguer à nos enfants »

Article de Maxime Camuzat, à partir de son intervention en séance lors du 93ème Congrès des Maires de France (23-25 novembre 2010).

Je crois que nous l'avons tous et toutes remarqué : on ne peut pas lever le doigt en demandant un peu plus de moyens pour nos retraites, la sécurité sociale, les budgets des communes, des départements ou des hôpitaux, sans qu'à un moment ne survienne l'argument suivant : « vous n'y pensez pas : vous savez bien qu'il n'y a plus d'argent », alors que les déficits publics « sont énormes », jusqu'à la phrase imparable : « vous ne voudriez tout de même pas que l'on lègue une telle situation à nos enfants ? »

Évidemment, cette culpabilisation est imparable: si l'on répondait autre chose que « non », vous imaginez la suite. Et bien sûr, ensuite arrive la phrase « il faut donc que tout le monde fasse des efforts »...

Nous venons de l'écouter pendant des semaines à propos du « financement impossible de nos retraites »; nous l'écoutons sans cesse au sujet de la « réforme territoriale », de la situation de la Grèce, de l'Irlande...

Nous l'avons à nouveau entendu au Congrès des Maires de France. Entendu, ré-entendu. C'est pourquoi je me suis permis de demander la parole, lors de la séance du mercredi après-midi intitulée « Finances locales, 2010, année de tous les chantiers », pour simplement, donner quelques arguments prouvant que « non, ce n'est pas l'argent qui manque : il y en n'a jamais eu autant ». Simplement, il n'est plus là où il faut, car il y a eu un transfert de richesses sans précédent du « travail vers le capital » au cours des dernières décennies du 20^{ème} siècle. Sans précédent, et partout ! Ce qui attire les commentaires suivants¹ aux États-Unis: « *j'ai attendu et j'attends encore quelque normalisation dans le partage du profit et des salaires* » car « *la part des salaires dans la valeur ajoutée est historiquement basse, à l'inverse d'une productivité qui ne cesse de s'améliorer* ». Cette phrase est extraite d'une interview de Monsieur Alan Greenspan, ancien directeur de la Réserve Fédérale Américaine (FED), livrant, il y a quelques années déjà, ses inquiétudes au « *Financial Times* ».

Ce constat chiffré est unanimement partagé : d'après le Fonds Monétaire International (FMI), dans les pays membres du G7, la part des salaires dans le Produit Intérieur Brut (PIB) a baissé de 5,8 % entre 1983 et 1986.

Ce que cela donne en Europe ? D'après la Commission Européenne, cette part a chuté de 8,6 %. « *La part des revenus du travail dans la richesse globale européenne a, ces 30 dernières années, continuellement perdu du terrain par rapport aux revenus du travail. Il est souhaitable que cette tendance soit inversée pour préserver la cohésion sociale* » a-t-elle commenté dans son rapport 2007 sur l'emploi en Europe.

Que donne cette réalité en France ? Toujours selon la Commission Européenne, et selon le calcul employé, le chiffre serait de 8,4 % à 9,3 %. Mesure-t-on ce que

¹ Ce commentaire, ceux qui suivent, ainsi que les chiffres cités, sont tirés d'un article de François Ruffin : « Partage des richesses, la question taboue », évidemment consultable sur internet.

veut dire ce pourcentage au regard du PIB de notre pays, qui est de près de 1 800 milliards d'euros ? Cela veut dire « **qu'en gros, il y aurait donc 120 à 170 milliards d'euros qui ont ripé du travail vers le capital** » calcule Jacky Fayolle, ancien directeur de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES).

Ce transfert devrait être donc au cœur des débats actuels sur les « déficits de la dépense publique » : car même avec des estimations basses, c'est donc plus d'une dizaine de fois le déficit de la Sécurité Sociale (12 milliards) et une vingtaine de fois celui des retraites (5 milliards) !

Or, tous les débats médiatiques parlent de ces trous là, tandis que celui, combien plus profond, creusé par les actionnaires dans la poche des salariés et dans le financement des cotisations sociales est lui, disons, « oublié » : il est comme effacé de la sphère publique, éclipsé par les médias, à peine cité par la quasi-totalité des responsables politiques. Ce qui devrait être le point central du débat sur la cause profonde des « difficultés actuelles » est devenu, comme le dit M. Ruffin, « le point aveugle ».

D'autant qu'un autre phénomène est venu le confirmer: la part des produits financiers dans la valeur ajoutée des entreprises est désormais près de deux fois supérieure (29% contre 15%) à celle de leurs cotisations sociales. Les revenus financiers des entreprises et des banques ont explosé (+143% entre 1993 et 2009, +626% entre 1980 et 2009 – source Insee). Oui, vous avez bien lu, +143% et +626% !

C'est bien cela qui est la question aujourd'hui, comme nous le disons également dans la motion que le Conseil Municipal de ma commune a adoptée sur la « réforme des retraites » le 18 novembre dernier. « *Seule une meilleure répartition des richesses entre travail et capital, combinée au développement de l'emploi qualifié et rémunéré à sa juste valeur permettra de répondre efficacement à l'enjeu du financement de notre modèle de protection sociale et de préserver cet acquis précieux et libérateur. Ces objectifs ne peuvent être atteints que par désintoxication de l'économie de « financiarisation », à laquelle la majorité parlementaire qui a approuvé la loi objet de cette motion, majorité qui remet en cause toutes les avancées sociales obtenues par le peuple de France tout au long du XXème siècle, refuse de s'attaquer* ». Fin de citation.

Avec, évidemment, une raison supplémentaire, bien connue également et que j'illustre souvent en citant une phrase prononcée par **Jean-Paul Delevoye**, à la tribune du Congrès des Maires de France dont il était alors le Président, voici 15 ans déjà, au moment où l'on commençait à évoquer la « réforme de la taxe professionnelle ». ***Parlant de « l'asphyxie de la dépense publique », il déclarait que « la raison principale en est qu'au moment où l'économie était rurale, la richesse comme la fiscalité étaient attachées à la propriété foncière. Au 19^{ème} et au 20^{ème} siècle, l'économie est devenue industrielle : la richesse comme la fiscalité ont été adossées au capital et à la main d'œuvre (les salaires). Aujourd'hui, la richesse est tout autant de services et financière. Or, cette sphère est notoirement sous fiscalisée*** ».

Faut-il faire un commentaire ? Sinon que la réalité est là. En 15 ans, les chiffres ci-dessus en attestent : non seulement la situation n'a pas été redressée, vous le constatez, mais le transfert de la répartition du résultat de la richesse produite a

considérablement « glissé vers le capital », alors que, de plus, cette partie est restée notoirement « sous fiscalisée ».

C'est ce que je me suis permis de rappeler jeudi après-midi lors de cette séance du Congrès. *Car quand bien même, s'il n'y en avait, dans tous ces chiffres, que deux ou trois à retenir, c'est bien ces 120 à 170 milliards d'euros qui ont ripé en un quart de siècle du travail vers le capital, c'est-à-dire plus de 10 fois le déficit de la sécurité sociale, et 20 fois celui des retraites.* Or, « ce découplage », oui, pourrait faire monter un « ressentiment aux États-Unis », comme ailleurs, « contre le capitalisme et le marché »².

Il avait raison, Monsieur Alan Greenspan : aujourd'hui, la colère monte, en France, en Grèce, en Irlande bien sûr, mais généralement en Europe, et ailleurs.

Maxime Camuzat

Nota: cette séance du Congrès de l'AMF a été retransmise en direct par la chaîne de télévision *Public-Sénat*. Vous la trouverez actuellement en ligne sur le lien suivant:

<http://www.publicsenat.fr/vod/evenement/finances-locales-2010,-l-annee-de-tous-les-chantiers/67369>

avec notamment l'intervention de Marie-France Beaufile, Sénatrice, Maire de Saint-Pierre-des-Corps, et la prise de parole depuis la salle de Maxime Camuzat.

² Phrase de Mr Alan Greenspan, en complément de sa phrase citée en début de cet article

Pour un audit citoyen de la dette ! **... et le lancement d'un vaste débat démocratique.**

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ?

Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat et de nous mobiliser dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens.

Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.